


PUBLICITÉ

Très recherché:  Natura-Veal

PRIX ATTRACTIFS
CHF 17.50 / kg PM (T3)
PRIX DU MARCHÉ SEM. 24



Infos
www.vachemere.ch | 056 462 33 55

VALORISEZ VOS CÉRÉALES AVEC



MOULINS
MOBILES SARL

Déborah et Alain MAGNE
1674 Morlens
021 909 04 83
079 661 29 43

**Commander
votre diesel
pour machines
agricoles dès
maintenant.**

VENDREDI 17 JUIN 2022

28^e année

N°24

JAA 1001 Lausanne

Poste CH SA

www.agrihebdo.ch

Prix au numéro Fr. 4.-

0617

10 01
006
0147H
30

La campagne contre l'initiative sur l'élevage intensif est lancée

Les opposants à l'initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse», soumise au peuple le 25 septembre, sont passés à l'action. Composé notamment de représentants des partis de droite, de l'économie et du secteur agroalimentaire, le comité national contre l'initiative a présenté ses arguments lundi à Berne. Dans notre région linguistique, c'est à Lausanne qu'un point presse a été organisé pour lancer la campagne à laquelle Agora et les chambres d'agriculture romandes prendront part, au même titre que l'Union suisse des paysans et différentes organisations de branche. Selon le camp du «non», le bien-être animal se situe déjà à un niveau très élevé dans notre pays. La mise en œuvre du texte aurait par ailleurs plusieurs conséquences fâcheuses dont l'affaiblissement de la production indigène et le renchérissement des produits d'origine animale. **Page 4**



Plusieurs personnalités des mondes agricole et politique sont intervenues à Lausanne.

Les opposants à l'initiative sur l'élevage intensif ont lancé leur campagne

Ludovic Pillonel

Des représentants des mondes agricole et politique se sont mobilisés à Lausanne et à Berne contre l'initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse».

Un tracteur et un char. Sur ce dernier, une ferme miniature et deux balles rondes enrubannées porteuses des questions «Manger local?» «Importer plus?» Des banderoles ornées des visuels de campagne de l'Union suisse des paysans. Le camp des opposants à l'initiative sur l'élevage intensif (lire l'encadré) ne passait pas inaperçu lundi à Lausanne, sur la place de la Navigation.

Cet événement, qui marquait le lancement en terre romande de la campagne contre le texte soumis au vote le 25 septembre, a réuni différents intervenants et représentants des milieux agricole et politique.

Président de GalloSuisse, Daniel Würigler a pris l'exemple des efforts consentis dans sa filière en matière de bien-être animal pour expliquer l'inutilité de l'initiative (lire ci-dessous). Lors de leur assemblée du 9 juin, les délégués de la faïtière ont d'ailleurs adopté à l'unanimité une résolution demandant une meilleure reconnaissance des prestations des producteurs suisses d'œufs. «Le facteur humain doit impérativement être de nouveau considéré comme une partie



La conduite de l'événement lausannois a été confiée au responsable communication de Prométerre Alexandre Truffer (à gauche). Philippe Leuba, ministre de l'Agriculture vaudoise, et Valérie Dittli, qui lui succédera, étaient de la partie. L. PILLONEL

de la solution et non comme le problème», relève le texte.

Production affaiblie

Tout comme Daniel Würigler, le directeur d'Agora Loïc Bardet a entre autres mis en avant l'affaiblissement de la production indigène qui découlerait d'un oui dans les urnes (lire ci-dessous). A ce propos, le Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif situe le recul de la production à environ 50% pour les porcs et 80% pour les volailles en cas

d'acceptation de l'initiative. «Des milliers d'emplois sur les 300 000 que compte le secteur agroalimentaire seraient alors mis en péril», commente-t-il.

Deux personnalités politiques ont aussi tenu à apporter leur soutien au monde agricole à Lausanne. Il s'agissait du ministre vaudois de l'Agriculture Philippe Leuba et de Valérie Dittli, qui occupera cette fonction dès le 1^{er} juillet.

Le premier cité s'est concentré sur les répercussions à craindre pour les consomma-

teurs si l'initiative passait la rampe, dont l'augmentation des prix. Selon le comité national, les aliments d'origine animale renchériraient de 20 à 40%, soit une charge supplémentaire d'environ 1800 francs par an à supporter.

«Dans l'urgence, encore plus de personnes se rendraient dans les pays voisins pour s'approvisionner. Ce tourisme d'achat affaiblit davantage notre système économique et ne sert ni l'écologie ni le bien-être animal», prédisent les opposants.

Lors de son intervention lausannoise, la future conseillère d'Etat vaudoise Valérie Dittli s'est quant à elle surtout focalisée sur l'engagement des agriculteurs suisses pour le bien-être animal (lire ci-dessous).

Deux actions à Berne

Hormis le point presse organisé à Lausanne, une manifestation s'est déroulée sur la Kornhausplatz, à Berne, où une poule géante ainsi que des personnes déguisées en

Faire encore plus

L'initiative populaire fédérale «Non à l'élevage intensif en Suisse» a été lancée par l'association Sentience Politics. Ce texte demande davantage d'espace ainsi que des litières, des possibilités de jouer et une alimentation adaptée pour chaque animal. Les initiants souhaitent aussi un accès quotidien à l'extérieur garanti à tous les animaux, une forte réduction de la taille des groupes par étable et par hectare, et la sélection de races à croissance plus lente. Ils visent des méthodes d'abattage moins douloureuses et une réglementation des importations adaptée à ces nouvelles normes. Un délai transitoire de vingt-cinq ans au maximum est fixé et la législation d'exécution devrait au moins correspondre au cahier des charges 2018 de Bio Suisse.

LP

poules et en porcs se faisaient les ambassadeurs d'animaux préférant vivre en Suisse.

Le Centre de presse du Palais fédéral a en outre été le théâtre de la conférence de presse du Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif. Cette alliance réunit des acteurs des partis de droite, de l'économie et de l'industrie alimentaire. L'occasion pour elle de rappeler que le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de ne pas soutenir le texte.